

**La vidéo participative
comme arme de résistance autochtone
Réinvention et décolonisation
dans le district d'Urracá, Panama**

Steven Schnoor
CICADA

« Historiquement, nos populations autochtones ont souffert à l'époque des conquistadors coloniaux, elles ont souffert sous le feu des armes pendant la guerre. De nos jours, on voit que la guerre qui perdure contre les populations autochtones est une guerre psychologique. »

Mauricio Machado
Habitant ngäbé du district d'Urracá, Panama

À la fin de l'année 2006, alors que je réalisais un documentaire dans la vallée de Siria au Honduras sur les effets de la mine controversée d'or et d'argent de San Martin, appartenant à la société Goldcorp et exploitée depuis plus de cinq ans à ce moment-là, j'ai été informé de l'expulsion imminente de cinq communautés maya q'eqchi' de leurs territoires ancestraux dans la région d'El Estor, dans la partie orientale du Guatemala. Les expulsions devaient être menées par la police nationale et l'armée du Guatemala à la demande de la compagnie minière canadienne Skype Resources qui, par le biais de sa filiale guatémaltèque Compañía Guatemalteca de Niguel (CGN), revendiquait la propriété de ce territoire – bien que la légitimité de ce droit ait été contestée¹.

Je me suis rendu dans cette région début janvier 2007 équipé d'une caméra afin de documenter ce qui allait se passer lors des deux journées d'expulsion,

¹ Sur l'histoire de la présence des compagnies minières depuis leur création dans les années 1950, voir le chapitre « Land Claims and the Erasure of History – Forced Evictions near El Estor » dans SCHNOOR, S. *Governmentality And The New Spirit Of Exploitation: The Politics Of Legitimacy And Resistance To Canadian Mining In Guatemala And Honduras*, Thèse de doctorat « Communication & Culture », York/Ryerson Universities, Toronto, Canada, pp.186-215. Disponible en ligne : <http://digital.library.ryerson.ca/islandora/object/RULA:2696>.

les 8 et 9 janvier. L'expulsion était ordonnée par le procureur de la République local, Rafael Andrade Escobar, et des centaines de policiers et de militaires s'étaient rassemblés dans la région pour son application. Ce qui se passait était loin d'être calme. Dans au moins une des communautés, celle de Barrio La Pista, les maisons des habitant·e·s avaient été démolies à la tronçonneuse. Dans une autre, Barrio La Revolución, des hommes, des femmes et des enfants, impuissant·e·s, regardaient se consumer leurs maisons incendiées. Les sentiments de colère, d'angoisse et de désespoir étaient palpables chez ces gens qui assistaient à la destruction de leurs maisons et de leurs communautés. Lors d'une autre expulsion qui eut lieu une semaine plus tard dans l'une des communautés les plus reculées – Lote Ocho (Lot 8) – onze femmes ont rapporté avoir été victimes de viols collectifs commis par des policiers ou des agents de sécurité de la compagnie minière venus effectuer les expulsions. Ces femmes poursuivent actuellement la compagnie minière devant la justice canadienne¹.

Le 10 janvier 2007, le lendemain des premières expulsions, Skye Resources a diffusé un communiqué de presse affirmant que les « squatteur·se·s qui occupaient illégalement » les terres appartenant à l'entreprise avaient été évacué·e·s et que les expulsions s'étaient déroulées dans le calme. La police nationale guatémaltèque y était remerciée pour le professionnalisme dont elle a su faire preuve, en exprimant le regret que « les tentatives antérieures pour régler ce problème par le dialogue aient échoué » et affirmant l'engagement de l'entreprise en vue de poursuivre les discussions sur ces questions avec les communautés locales. Skye Resources promettait de travailler avec les communautés concernées « afin de poursuivre la construction d'un partenariat solide entre CGN et ses voisins »². Des documents récemment obtenus par le biais du procès en cours révèlent cependant que tout ceci est faux : la stratégie de l'entreprise n'a jamais été d'engager la discussion pour résoudre les conflits avec les communautés locales qui revendiquaient ces territoires comme étant les leurs, mais plutôt de donner l'illusion d'un dialogue via un simple exercice de relations publiques

¹ Pour les détails concernant le procès Margarita Caal Caal vs. HudBay Minerals Inc., voir <http://www.chocversushudbay.com>.

² Skye Resources, « Land Occupations End At Fenix Project », 10/01/2007. Le texte du communiqué : « Nous sommes reconnaissants envers le ministère public du Guatemala et la police nationale pour la manière professionnelle avec laquelle cette situation malheureuse a été résolue » a déclaré Ian Austin, président de Skye et PDG. « Nous aimerions aussi remercier tous les acteurs impliqués de part et d'autre dans ce conflit pour avoir maintenu un climat paisible pendant l'intervention. Nous regrettons que les tentatives précédentes pour résoudre le problème par le dialogue n'aient abouti, mais nous réaffirmons notre engagement à poursuivre les discussions sur ces sujets avec les communautés locales dans la région d'El Estor ». »

tandis qu'en réalité elle s'employait à contrecarrer les revendications territoriales de populations qu'elle faisait expulser de la concession¹.

À première vue, le communiqué de presse de l'entreprise semblait être un communiqué assez passe-partout, estimant sûrement que le sujet dont il était question allait passer largement inaperçu du grand public. J'ai décidé de diffuser sur YouTube une vidéo de dix minutes de ces expulsions pour montrer ce qui se passait vraiment et contester la version de l'entreprise minière qui donnait une vision déformée et fautive des événements². Le partage de vidéos en ligne était un phénomène assez nouveau à l'époque. Il était impossible de prévoir les effets qu'une telle diffusion pourrait avoir, mais partager un aperçu des événements tels qu'ils s'étaient vraiment passés de façon à ce qu'ils puissent être diffusés aussi largement que possible me paraissait assez urgent. J'avais décidé de centrer la vidéo sur Concepción Kim Tiul, une femme maya q'eqchi', qui protestait avec éloquence contre l'injustice de ces expulsions, tout en assistant à la destruction de sa maison au sein de la communauté de Barrio La Unión. Ces quelques minutes vidéo ont su capter et retransmettre ce qu'on ressent quand on est injustement expulsé, bien mieux que des milliers de mots n'auraient pu le faire. Tandis que la vidéo circulait à travers la région et au-delà, il devint de plus en plus difficile pour la compagnie minière de maintenir sa version d'une relocalisation paisible des « envahisseur·se·s » autochtones. J'espérais qu'a minima donner une telle tribune aux expulsé·e·s pourrait aider à informer d'autres personnes risquant d'être dans la même situation et peut-être que cela toucherait et inciterait également d'autres personnes à prendre des mesures susceptibles d'aider à remédier à l'injustice de la situation. Cela allait également pouvoir servir à rappeler à la compagnie minière, et à d'autres entreprises dans le même cas, qu'en ce début de XXI^e siècle les violentes expulsions de populations autochtones ou toute autre forme de mauvais traitements de communautés marginalisées n'ont aucune garantie d'échapper à l'attention et à la surveillance du grand public. L'émission de communiqués de presse sans aucun danger pour les entreprises – et largement favorisée dans ce cas par la difficulté d'apporter un témoignage sur des événements qui se sont déroulés dans des lieux reculés et lointains –, n'est plus une pratique aussi sûre qu'avant.

La vidéo a eu un résultat inattendu. Peu après qu'elle ait commencé à circuler en ligne, l'ambassadeur du Canada au Guatemala, Kenneth Cook, la discrédita en prétendant que c'était un montage – que c'était de la propagande,

¹ Voir RUSSELL, G. « Hudbay Minerals corporate documents reveal extensive knowledge about and enabling of repression and corruption in Guatemala », 19/07/19.

² La vidéo originale est en ligne sur <https://www.youtube.com/watch?v=Q20YxkM-CGI>. Une version légèrement modifiée est disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=JgwtLuISE1Y>.

qu'il ne fallait pas s'y fier. Il affirmait que Concepción Kim Tiul – cette femme maya q'eqchi qui est la protagoniste principale de la vidéo et dont les protestations éloquentes face à la destruction de sa maison dénoncent l'injustice des expulsions – était en réalité une comédienne que j'avais payée pour « jouer » ce rôle. Il affirmait également que les photographies que j'avais intégrées à la vidéo – certaines montrant des soldats lourdement armés courant dans la forêt, d'autres des familles désespérées devant leurs maisons incendiées –, n'avaient pas été prises lors des expulsions comme la vidéo le prétendait mais étaient de vieilles photos datant de la guerre civile du Guatemala (qui avait pris fin en 1996) et qu'il avait vues au moins l'une d'entre elles de nombreuses fois les années précédentes¹. Ces affirmations étaient manifestement et indubitablement fausses, et avaient pour but non seulement de discréditer les voix légitimes des personnes maya q'eqchi' présentées dans la vidéo, leurs revendications territoriales de longue date, leurs inquiétudes en matière de développement et de droits humains, mais également de me faire passer pour un propagandiste et un manipulateur – une réputation dangereuse au Guatemala, où les personnes perçues comme opposées aux projets miniers à grande échelle sont souvent victimes d'intimidations, de menaces, d'agressions et même d'assassinats. Ses commentaires ont servi à nier la laide réalité du terrain, sous-entendant que les voix de résistance des peuples autochtones et les images des expulsions illégales ne pouvaient pas être vraies. Devant mon insuccès à rétablir la vérité, j'ai déposé une plainte pour diffamation à l'encontre de l'ambassadeur auprès d'une cour de justice de l'Ontario – un procès qui a finalement été jugé en ma faveur². La tournure inattendue que prirent les événements suscita l'intérêt

¹ Les photographies montrées dans la vidéo ont toutes été prises pendant les expulsions de janvier 2007 par le photographe James Rodríguez. Pour les voir, y compris celles incluses dans la vidéo : <https://tinyurl.com/yxkwculm>.

² Dans un premier temps, j'ai contacté l'ambassadeur lui-même en exigeant des excuses, ainsi que le retrait de ses commentaires et une explication. J'ai également contacté Peter MacKay, ministre des Affaires étrangères, pour obtenir des explications vis-à-vis de la conduite de l'ambassadeur et demander qu'une enquête soit menée sur les implications plus larges de ses actions qui, selon moi, semblaient symptomatiques de la politique menée par le gouvernement canadien visant à privilégier les industries extractives opérant à l'étranger au détriment des droits humains et des besoins en développement des communautés locales. J'ai ensuite effectué une demande officielle auprès de l'ambassade à Guatemala City et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa afin d'avoir accès à toute information qui puisse faire la lumière sur la situation. Quand toutes ces initiatives ont échoué, seule la voie légale semblait être un moyen viable pour que les responsabilités soient établies. Les poursuites judiciaires auraient été inenvisageables sans l'engagement infatigable et bénévole des avocats qui se sont chargés de mon dossier, Murray Klippenstein et Cory Wanless, du cabinet Klippensteins Barristers & Solicitors à Toronto. Un site a été créé par le cabinet pour fournir des informations sur le procès et répondre aux questions qu'il a pu susciter :

puis l'attention des médias et contribua ainsi à sensibiliser le public sur les expulsions et les problèmes plus larges sous-jacents, tels que la mauvaise conduite des compagnies minières canadiennes travaillant à l'étranger et le fait que l'État canadien soutienne et facilite leurs activités – y compris au détriment des communautés affectées¹.

Il va de soi que toutes les vidéos en circulation libre ne provoquent pas une réaction aussi inhabituelle, cependant cette expérience a révélé le pouvoir intrinsèque de ce média de manière générale : on peut présumer que si l'ambassadeur s'est senti obligé de réagir à ces vidéos comme il l'a fait, c'est parce qu'il y avait quelque chose de viscéral dans la dénonciation de ces expulsions par Concepción Kim Tiul ainsi que dans les photographies des habitant·e·s en train de regarder leurs maisons incendiées qui constituait une menace suffisante – peut-être envers les opérations de la compagnie minière ou bien, plus largement, vis-à-vis de la réputation des entreprises minières de la région – pour justifier une conduite aussi grave et imprudente de sa part². Cela m'a également permis d'apprécier à nouveau l'importance de la vidéo comme arme de défense culturelle et territoriale, en particulier lorsqu'elle est aux mains des communautés autochtones confrontées de plus en plus à des menaces pesant sur leurs terres, leurs vies et leurs moyens d'existence. Témoigner de ces menaces, incursions et violations de leurs droits, et faire circuler ces images le plus largement possible semble devenir une composante de plus en plus nécessaire aux luttes actuelles pour la terre et la défense des droits. En considérant ces technologies comme des moyens de communication essentiels au soutien de ces luttes, j'ai commencé à travailler avec les communautés autochtones à travers toute l'Amérique latine, en fournissant du matériel audiovisuel et en animant des ateliers de formation pour que les membres des communautés apprennent à s'en servir. Cette démarche est fondée sur la conviction que non seulement la technologie audiovisuelle permet aux communautés locales de témoigner d'événements au fur et à mesure de leur émergence pendant les luttes spécifiques qui les opposent aux forces de l'État ou du secteur privé, mais que ce processus filmique participatif

<https://tinyurl.com/y6ljqrb>.

¹ Les émissions et publications médiatiques incluent : *As It Happens*, CBC Radio, 15 & 19/03/2017, et 18/06/2010 ; *The Current*, CBC Radio, 10/05/2012 : <https://goo.gl/PzvknX> ; *On the Map with Avi Lewis*, CBC Television, 19/06/2007 ; « Searching for gold at the end of the Guatemalan rainbow », *W5*, CTV, 17/04/2010 ; « Cook feels the heat ». *New Internationalist*, 1/09/2010 ; Denise Balkissoon, « Former Canadian ambassador guilty of slander », *Toronto Star*, 17/06/2010.

² « Imprudent » est l'un des termes que la juge de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, Pamela Thomson, a utilisés pour qualifier la conduite de l'ambassadeur, comme indiqué dans son verdict concernant l'affaire prononcé le 16/06/2010.

en lui-même est un outil qui permet aux communautés de collectivement faire avancer, articuler et défendre leurs visions de projets de vie qui se posent comme autant d'alternatives au modèle dominant d'extraction industrielle et de dépossession auquel elles sont de plus en plus confrontées – projets qui sont souvent présentés sous l'étiquette de « développement ».

Le district d'Urracá

Le chapitre qui suit sera centré sur un travail mené depuis 2015 avec les communautés ngäbé et buglé au Panama, juste au nord du Parc national de Santa Fé dans l'État de Veraguas, et sur ce que j'ai appris des personnes que j'ai eu le privilège de côtoyer pendant ce travail. Les habitant·e·s appellent la région le « district d'Urracá », d'après le guerrier ngäbé du milieu du XVI^e siècle qui a combattu l'invasion de son territoire par les conquistadors espagnols. Pendant les cinq siècles qui ont suivi l'arrivée de Colomb dans leur région en 1501, les populations ngäbé et buglé ont réussi à contrer les continuelles vagues de ce que beaucoup dans la région appellent les nouveaux et nouvelles conquistadors sous leurs différentes formes, accusé·e·s de venir dans le but de piller leurs terres, leurs richesses et leurs ressources naturelles. Cette résistance victorieuse semble devoir prendre fin aujourd'hui ou, tout du moins, se trouve confrontée à un profond défi qui oblige les populations locales à se préparer à une nouvelle forme de lutte.

Le district d'Urracá embrasse le littoral atlantique du pays sur approximativement 40 km de côtes le long de la mer des Caraïbes, entre la rivière Calovébora à l'ouest et la rivière Belén à l'est, le territoire s'étendant vers l'intérieur des terres et recouvrant l'intégralité du parc national de Santa Fé. Bien qu'il soit difficile d'évaluer de manière précise sa population, on estime entre 10 000 et 20 000 le nombre de personnes qui y habitent¹, la plupart étant des Autochtones ngäbé et buglé réparti·e·s dans une trentaine de hameaux ruraux isolés. Avec pratiquement aucune route dans la région, les villages sont reliés par des sentiers pédestres et des voies navigables : les six rivières qui se jettent dans la mer sectionnent le territoire, le littoral faisant alors office d'autoroute permettant d'accéder aux différentes rivières. Cependant, le transport en bateau étant cher, la plupart des habitant·e·s se déplacent à pied, les marches de plusieurs jours d'une communauté à l'autre étant la norme plutôt que l'exception. Abritant une grande variété d'espèces

¹ Les recensements officiels ont lieu tous les dix ans. Le dernier, en 2010, dénombrait 7 000 personnes dans la région. Les habitant·e·s se sont plaint·e·s, toutefois, que les agent·e·s du recensement ne se soient pas déplacé·e·s dans les communautés les plus difficiles d'accès. Bilbao évalue la population actuelle à 20 000 personnes. Voir BILBAO, G. « Atlantic Conquest ». Pulitzer Center on Crisis Reporting, 2017.

d'oiseaux, d'insectes et de plantes, la beauté naturelle et la biodiversité de la région sont à couper le souffle. La région abrite également de grands gisements de cuivre et d'autres métaux. Sa beauté naturelle, ses gisements de minerais, certaines de ses rivières au courant rapide, le fait qu'elle ait été relativement préservée des projets miniers ou industriels... tous ces éléments en font maintenant une cible idéale pour de nombreuses forces à l'œuvre qui menacent le territoire des Ngäbé et des Buglé, ainsi que leurs modes de vie.

Ces menaces sont d'autant plus réelles que les populations locales ngäbé et buglé sont vulnérables : alors que le Panama possède un système de *comarcas* – un ensemble de territoires autochtones autonomes au sein duquel les populations autochtones détiennent un certain contrôle sur la forme de développement qui y est autorisée –, le district d'Urracá n'en fait pas partie. Lors des négociations qui ont abouti à la création de la *comarca* ngäbé-buglé adjacente en 1997, cette région faisait partie des discussions en vue de son inclusion. Elle en a toutefois été exclue à la dernière minute, privant ainsi ses habitant·e·s d'un moyen essentiel de défense de leur territoire. Le gouvernement national du Panama ne reconnaît pas la légitimité des revendications des habitant·e·s ngäbé et buglé du district d'Urracá sur leur territoire ancestral – en dépit des preuves historiques de l'occupation de celui-ci par leurs ancêtres depuis des siècles, si ce n'est depuis des millénaires. Le discours officiel du gouvernement, comme celui que l'on retrouve dans les médias majoritaires, présente la population locale comme des migrant·e·s venu·e·s d'ailleurs – voire comme des envahisseurs et des envahisseuses qui menacent l'intégrité écologique du territoire.

Alors que le gouvernement du Panama a montré peu d'intérêt pour reconnaître l'existence et les revendications territoriales légitimes des populations locales ngäbé et buglé, il a manifesté un vif désir et un certain enthousiasme pour poursuivre le « développement » du territoire via des investissements étrangers. Le gouvernement a investi des millions de dollars dans des projets d'infrastructure qui ouvriront le territoire aux investissements extérieurs. Un élément clé de cette opération concerne la construction d'une nouvelle route de 30 km qui traverse la région, reliant l'autoroute panaméricaine à la côte caribéenne, dans la ville de Calovébora, à l'embouchure de la rivière Calovébora. Le projet de route est appelé, sans aucune ironie, la Conquista del Atlántico – la Conquête de l'Atlantique. La construction de la nouvelle route a débuté en 2014 et devrait s'achever en 2019. Alors que la région manque actuellement d'électricité, un nouveau câble de transmission électrique qui devrait traverser le territoire de la côte atlantique, nommé Línea Cuatro (Ligne Quatre), est conçu pour exporter à l'étranger l'excédent d'électricité produit par le pays et devrait doubler la capacité d'exportation vers l'Amérique centrale. Il est également destiné à

accéder aux marchés de la Colombie voisine. Comme la nouvelle route, la ligne électrique va largement ouvrir la voie à l'installation de projets industriels de grande ampleur dans la région, tels que des mines de métaux à ciel ouvert. Les populations locales ngäbé et buglé ont déposé une plainte auprès du bureau du médiateur en charge de la conformité de la Société financière internationale qui finance, à hauteur de 500 millions de dollars, la construction de la ligne électrique¹. La plainte affirme que les populations autochtones n'ont pas été préalablement consultées au sujet de l'implantation de ce projet sur leur territoire. Alors qu'il n'y a actuellement aucune mine en exploitation dans la région (bien que l'une des plus grandes mines de cuivre au monde, la First Quantum Minerals' Cobre Panama, se trouve juste à l'est), une grande partie de ce territoire a déjà fait l'objet de nombreuses concessions pour l'extraction de ses ressources.

Pour nombre d'habitant·e·s, la nouvelle route et la ligne électrique menacent non seulement d'ouvrir la voie à des projets industriels indésirables, tels que des mines de métaux à grande échelle, mais ils favorisent également l'établissement de titres de propriété frauduleux et d'autres formes de spéculations et d'accaparements de terres. C'est par exemple le cas du promoteur immobilier hollandais Max Van Rijswijk, qui est allé voir les habitant·e·s qui résident sur des parcelles en front de mer le long de la côte caribéenne en se présentant comme le responsable d'une ONG de protection de l'environnement qui souhaitait acquérir leurs terres afin d'en faire des zones naturelles protégées. Certain·e·s affirment qu'il les a même emmené·e·s en hélicoptère dans son cabinet d'avocats à Panama City pour signer précipitamment les contrats de transfert de propriété². Il·Elle·s déclarent

¹ Voir ARCIA, J. « Etesa avanza hacia su cuarta línea en medio de quejas ». *La Estrella de Panamá*, 4/08/2018 – <https://tinyurl.com/y7y4b7a3>.

² La plupart des habitant·e·s de la région n'ont pas de titre de propriété sous la forme d'un acte légal, mais certain·e·s se sont prévalu·e·s d'un système de droits de propriété spécifique au Panama appelé droit de possession (Derechos de Posesión) ou DOP. Les habitant·e·s qui résident sur une parcelle de terre depuis au moins cinq ans peuvent déposer une demande de DOP. Contrairement aux actes de propriété officiels, les DOP ne sont pas inscrits au registre public du Panama. Ils peuvent être transférés à des tiers – y compris à des étrangers et à des étrangères –, qui, une fois le DOP sur une parcelle de terre mis à leur nom, peuvent légalement le transformer en titre foncier formel. Les spéculateurs et spéculatrices foncier·ère·s ont tiré parti de ce système. Comme Bilbao le signale, « les titres de possession sont des titres informels qui, en théorie, donnent le droit à ceux et celles qui ont vécu et travaillé sur un terrain pendant cinq ans de l'enregistrer à leur nom. Mais beaucoup de gens ne comprennent pas comment remplir les dossiers requis. Ce système a aidé des centaines d'humbles paysans et paysannes pratiquant une agriculture de subsistance, mais il a également permis aux avocat·e·s de promoteur·e·s immobilier·ère·s ayant des liens politiques d'acquérir les titres de propriété de dizaines de milliers d'hectares de terres à des prix défiant toute concurrence. Grâce à cette possible commercialisation de titres de propriété, des entrepreneur·e·s urbain·e·s se rendent

n'avoir reçu qu'une fraction de la somme promise dans l'accord. Une fois les titres de propriété à son nom, la ruse devient évidente puisque Van Rijswijk met ensuite ces terrains en vente en tant que parcelles luxueuses et paradisiaques en bord de mer, valant chacune des millions voire des dizaines de millions de dollars¹. Il aurait ainsi réussi à accumuler plus de 2 500 hectares, couvrant 12 km du littoral². Les vidéos promotionnelles de ces propriétés en bord de mer font de la construction de la route un argument clé pour les acheteurs et acheteuses potentiel·le·s³.

Les menaces auxquelles les habitant·e·s sont confronté·e·s sur leur territoire suscitent beaucoup de colère, de frustration et d'angoisse chez nombre d'entre eux·elles. Lors de l'assemblée annuelle qui s'est tenue en août 2018 et qui a réuni des centaines de personnes venues de toute la région pour discuter des problèmes rencontrés, une opposition unanime à la nouvelle route et à la ligne électrique s'est exprimée. Ces dernières étaient considérées comme les incarnations nouvelles du même vieux schéma auquel les populations sont confrontées depuis des siècles : ces projets sont issus d'inégalités massives qu'ils reproduisent. Bien qu'ils prétextent officiellement vouloir aider les populations locales à se « développer », ces projets « de développement » sont considérés par les habitant·e·s comme des opportunités ne favorisant que les investisseur·euse·s fortuné·e·s, tandis que les seuls bénéfiques qui les attendent sont la dépossession, la maladie, la pollution de l'environnement et la perte des cultures et de l'identité locales.

Les Ngäbé et Bublé de la région ne disposent peut-être pas de droits de propriété individuels ou collectifs, ni de protection territoriale via le système des *comarcas*, mais il·elle·s ne manquent en revanche pas d'organisation politique. Beaucoup manifestent un engagement désintéressé et infatigable pour travailler au service de la communauté, ainsi que la même détermination que leurs ancêtres à défendre leur territoire contre ce qu'il·elle·s appellent la nouvelle vague coloniale d'envahisseur·se·s. Politiquement, une structure gouvernementale s'est organisée : le Congrès est dirigé par un bureau élu

dans les communautés soutenu·e·s par leurs avocat·e·s et leurs contacts institutionnels, achètent les droits fonciers à des prix ridiculement bas et y apposent leur nom. Doté d'un titre légal, le terrain voit sa valeur tripler automatiquement. Ainsi commence le festin de la spéculation immobilière ». Voir BILBAO, G., *op. cit.* Pour les conditions de demande de DOP, voir ANATI (Autoridad Nacional de Administración de Tierras – National Authority of Land Administration), « Requisitos para el reconocimiento de Derechos Posesorios y Adjudicación a Título Gratuito u Oneroso en zonas costeras e insulares, en aplicación de la Ley 80 de 31 de diciembre de 2009 » – <https://tinyurl.com/y2m6y235>.

¹ Voir BILBAO, G., *op. cit.*

² Voir BILBAO, G., « La Conquista Del Atlántico : El hombre fuerte del Caribe ». *La Prensa*, 13/12/2017 – <https://tinyurl.com/y33ux3s6>.

³ Voir <http://playassantafe.com>.

composé d'un·e président·e, vice-président·e, secrétaire, trésorier·ière et d'autres postes. Il existe également un·e cacique régional·e, ou chef·fe, choisi·e par la population pour, entre autres, assurer la médiation des conflits locaux et représenter les intérêts de la communauté pendant les négociations qu'elle doit mener avec l'extérieur. Le·la cacique détient aussi le pouvoir exécutif final sur les questions discutées par le Congrès. Chaque communauté a son propre porte-parole, ou *vocero*, dont le travail ressemble à celui de secrétaire et de représentant·e de la communauté : le·la *vocero* organise les réunions et relaie l'information entre les communautés et le Congrès régional. Les rassemblements politiques, tels que le congrès annuel de trois jours organisé à la mi-août, sont ouverts à tou·te·s les habitant·e·s du territoire et pratiquent la démocratie directe, comme en témoigne le processus décisionnel fondé sur le consensus qui guide les activités des dirigeant·e·s et des comités chargés d'affronter les problèmes fondamentaux auxquels les communautés sont confrontées aujourd'hui¹.

L'aspiration primordiale de ces communautés est de réaliser leur propre *comarca* – c'est-à-dire leur propre système de reconnaissance légale par l'État certifiant qu'elles sont les « propriétaires » légitimes du territoire (bien que la plupart hésiteraient à utiliser le terme de propriété, puisqu'on ne peut « posséder » la terre), afin d'avoir le contrôle total sur qui-peut-entrer-pour-y-faire-quoi. Beaucoup voient ce combat comme une question de vie ou de mort : la victoire signifie l'existence viable et pérenne des communautés ngäbe et buglé selon le mode de vie qu'elles ont choisi sur leur territoire ; à l'inverse, l'incapacité à obtenir ce statut se soldera sûrement, et de manière inquiétante pour la plupart de ces communautés, par la perte de leur territoire et de leurs moyens de subsistance. Protéger leur territoire contre les mines, les barrages hydroélectriques, les spéculations immobilières, les délivrances de titres de propriété frauduleux et les projets touristiques s'annonce comme un long combat, complexe et multiforme – beaucoup l'ont décrit comme une lutte sans fin, impliquant inévitablement de nombreuses étapes le long du chemin.

¹ Le terme « congreso » est utilisé indifféremment pour désigner à la fois l'organe directeur élu de la région et la réunion annuelle de trois jours qui a lieu chaque année à la mi-août.

Ateliers de réalisation vidéo participatifs dans le district d'Urracá

Je travaille dans la région depuis le printemps 2015 et y propose des ateliers de réalisation vidéo participatifs afin de soutenir les luttes que les populations locales ngäbe et buglé doivent mener pour défendre leur territoire et leur culture – luttes qui, comme remarqué plus haut, visent essentiellement à obtenir une reconnaissance légale sous la forme d'une *comarca*. Je me suis rendu dans la région chaque année afin d'y apporter du matériel de réalisation, d'animer des ateliers pratiques et d'échanger avec les participant·e·s et d'autres résident·e·s pour voir comment la vidéo pourrait leur être utile et être mise au service de leurs campagnes pour la défense de leurs droits et de leur territoire¹. Les ateliers couvrent une large palette de compétences à acquérir, du fonctionnement de la caméra à l'enregistrement du son, en passant par le montage et le partage de vidéos sur Internet, jusqu'aux sujets moins techniques comme la planification et l'organisation d'un projet, l'écriture d'un story-board et la conduite efficace d'une interview. Au fil des années, j'ai voyagé à travers toute la région aux côtés des participant·e·s aux ateliers, les aidant à créer et à réaliser des projets vidéo qui sont préparés de manière collaborative.

Tout au long de ce travail, j'ai cherché à comprendre comment l'utilisation de la vidéo pouvait appuyer les luttes des communautés pour la défense de leur territoire, leurs moyens de subsistance, leur culture, leur patrimoine, leur langue, leurs projets de vie et leur souveraineté alimentaire – autrement dit toutes les luttes dans lesquelles elles sont engagées et qui visent la reconnaissance de leurs droits, l'autodétermination, l'autogouvernance et la gestion territoriale. J'ai soumis ces questions aux participant·e·s des ateliers de réalisation vidéo participatifs afin que nous puissions explorer et débattre de la façon dont la vidéo pourrait leur être la plus utile. Parmi les fonctions primordiales qui ont émergé pendant les discussions, on retrouve l'utilisation de la vidéo pour témoigner d'événements importants ; pour documenter et révéler au monde les pratiques de la police et des forces de sécurité privées au cours de manifestations ou lors d'autres altercations avec les membres des communautés ; pour présenter les effets des forces destructrices et des pratiques auxquelles les communautés peuvent être confrontées, comme la contamination environnementale provoquée par une mine ou tout autre projet industriel à grande échelle ; pour servir d'outil pédagogique au sein des communautés et entre celles-ci afin de partager des informations importantes

¹ Le matériel et les frais de voyages ont été financés par le CICADA, dont le siège est au département d'anthropologie à l'Université McGill de Montréal où j'ai travaillé comme postdoctorant.

sur des questions d'intérêt immédiat ; pour constituer des archives sur l'Histoire des communautés, afin de documenter et de diffuser des moments importants tels que les travaux du Congrès, ainsi que les récits des aîné·e·s concernant les pratiques traditionnelles, les histoires communautaires, les projets de vie, les conflits passés pour l'intégrité territoriale, les actes et mouvements de résistance contre les forces et pratiques nuisibles et destructrices, etc. Les membres de la communauté avec qui j'ai travaillé au sein du district d'Urracá ont expliqué comment tous ces niveaux d'utilité pouvaient s'appliquer à leur situation actuelle. Comme une résidente me l'a dit en 2015, la vidéo aide à préparer les batailles à venir pour résister aux intrusions néocoloniales : « Il ne s'agit pas juste d'aller se battre. Il faut d'abord évaluer la situation, sinon on est mis k.o. Il faut planifier, préparer et éduquer ». Selon elle, l'équipement vidéo communautaire est un élément essentiel pour cette étape de préparation et d'éducation.

Une autre dimension importante a émergé des discussions concernant l'utilité de la vidéo participative et communautaire : utiliser la vidéo comme un outil de décolonisation et de ré-imagination. C'est Mauricio Machado, ancien secrétaire du Congrès, qui l'a exprimé le plus fortement. Il affirme que son peuple subit les assauts d'une forme de guerre psychologique qui est actuellement menée de toutes parts sous la forme d'une construction discursive des notions de richesse et de précarité, de développé et de sous-développé, et de ce qu'être autochtone signifie. Il déplore que beaucoup en viennent à intégrer les discours dominants autour des notions de richesse/précarité, réussite/échec, se voyant comme des sujets déficients devant à jamais se démenter pour atteindre ces styles de vie « réussis » que l'on trouve dans les sociétés industrielles occidentales « avancées », qui incarnent les valeurs prétendument supérieures du capitalisme, de l'individualisme et de la consommation matérialiste infinie. Il affirme que pour de nombreux membres de sa communauté, il peut être difficile d'apprécier les immenses richesses dont ils jouissent déjà dans leur vie présente et il comprend cette forme de violence symbolique comme constituant un élément essentiel du système scolaire public qui ne vise qu'un seul but : l'abandon par les communautés de leur rêve d'autonomie territoriale. Il déclare :

Par son système éducatif, le gouvernement essaie de changer la mentalité de nos peuples autochtones en leur faisant croire que l'économie et l'accumulation de richesses matérielles sont le moyen qui permet de se sortir de la précarité. Cependant, ça n'a pas été le cas. Toutes les situations que nous observons dans nos territoires témoignent de l'invasion de différents programmes visant à ce que la population ne poursuive pas son rêve et ses aspirations à disposer d'un territoire autonome (*comarca*), ce à quoi nous

travaillons depuis si longtemps... [C'est] un camouflage, une couverture, une cape que le gouvernement utilise pour nous aveugler afin que nous mettions un terme à nos aspirations. C'est en ce sens que je parle de guerre psychologique, quand nous entrons à l'école, à travers l'éducation et ce que les programmes eux-mêmes nous disent, quand les élèves terminent leurs études, il·elle·s en ressortent avec une mentalité qui leur dicte ce que la pauvreté signifie : et pour éradiquer la pauvreté, il faut accumuler des richesses. Ce terme, utilisé de cette manière, ne correspond pas à notre façon de penser. Parce que quand il·elle·s parlent de la pauvreté, il·elle·s parlent des peuples autochtones¹.

Il a cherché à déconstruire ces discours homogènes sur « la richesse » et « la pauvreté » lors d'une conférence au Congrès régional d'août 2018, en déclarant :

Tous les gouvernements insèrent dans leurs campagnes et leurs projets pour le peuple la notion de développement pour les pauvres. Voilà ce à quoi nous sommes confronté·e·s : à travers ce type de projet, les pauvres sortiront de la précarité. Mais en réalité, dans les différentes communautés où il y a des autoroutes, nous voyons ce qui se passe vraiment. Calovébora a été utilisée pour un tel projet. Aucun·e de nous n'était présent·e. C'est récurrent dans les sociétés – les nôtres et les autres. Qui a sollicité la route ? Deux à trois professionnel·le·s, au nom de personnes humbles qui n'ont pas les connaissances requises, justifient la route par le besoin et les avantages qu'en tireront les pauvres, affirmant que, grâce à cela, les habitant·e·s au nord de Santa Fé pourront sortir de la pauvreté. Beaucoup de gens ont applaudi. Mais quelque chose de nouveau se passe aujourd'hui : nous ne sommes pas en faveur d'une route qui traverserait notre territoire. Elle va rendre notre peuple malade. C'est une porte ouverte aux investisseur·se·s et aux parasites pour notre peuple. Parce que nous sommes humbles et pauvres, nous ne pouvons pas comprendre le jargon technique qu'il·elle·s utilisent, mais nous avons conscience que la route ne nous aidera pas, elle nous meurtrira. Des gens importants et riches applaudissent ce projet d'autoroute, car ils savent quelle fenêtre d'opportunité elle représente et ce qu'elle leur réserve. Mais ce n'est pas pour nous. On ne nous dit jamais la vérité. La propagande est toujours là pour nous laver le cerveau. La route n'aura [des avantages] que pour les autres. Pour nous, cela signifiera la contamination environnementale des fleuves, des rivières et des forêts. Personne ne mentionne cela. Lors de ce Congrès, nous prenons conscience de la réalité du développement apporté par la [route de la] Conquête de l'Atlantique : c'est le développement des grandes entreprises, de la minorité aisée sur le dos de la majorité pauvre. On ne nous dira jamais le véritable impact d'un projet d'une telle envergure. Il y a toujours ces slogans pour nous leurrer. Aucun projet de cette nature ne nous sera bénéfique si nous

¹ Entretien privé, Santa Fé, Veraguas, 21/04/2016.

ne sommes pas prêt·e·s à le recevoir. Et nous ne l'avons pas demandé parce que nous ne sommes pas prêt·e·s à le recevoir. L'heure est venue de limiter ces projets. De s'asseoir en tête-à-tête et de leur faire avouer ces réalités – qu'il·elle·s arrêtent de nous mentir. Nous ne pouvons continuer d'accepter ces mensonges, sans consultation. C'est faux, nous ne sommes pas pauvres. Il·elle·s sont pauvres, car il·elle·s doivent accumuler des richesses indéfiniment, avoir des montagnes d'argent sans être jamais satisfait·e·s. C'est ça, la pauvreté¹.

Mauricio considère la vidéo participative dirigée par la communauté comme un outil très utile pour aider à revigorer et renforcer la dignité et le respect de soi de son peuple, et contrecarrer le complexe d'infériorité toxique qui, selon lui, ne peut que conduire à la perte progressive du sens de l'identité ngäbé ou buglé et de la fierté vis-à-vis de ce vaste et riche patrimoine qu'une telle identité recèle. Il considère que la vidéo participative est un élément utile du travail de décolonisation, qui implique non seulement de résister et de rejeter les récits coloniaux qui font en sorte que les populations autochtones se voient comme des sujets défectueux ou déficients, mais aussi de se réinventer, que ce soit les communautés elles-mêmes ou les liens qu'elles entretiennent avec le monde, de manière à susciter de fiers engagements envers leurs propres identités et leurs racines autochtones. En tant que diplômé en éducation au sein d'une université locale, l'un des rêves de Mauricio est de créer un curriculum afin d'enseigner les langues ngäbé et buglé grâce à la vidéo qu'il considère comme un support idéal, étant donné qu'il s'agit essentiellement de langues orales et non écrites. Il souligne l'importance de la langue pour relier une personne aux cosmovisions autochtones, cette langue devenant souvent la pierre angulaire du sens de fierté et d'identité autochtones, et il regrette qu'il n'existe actuellement pas de programme d'enseignement de ces langues dans des écoles de la région. Il ne voit pas la langue comme un simple transporteur ou descripteur de la réalité, mais comme un système de pensée qui englobe des systèmes entiers de valeurs et de manières de voir et d'être dans le monde ; la question des cursus d'enseignement linguistique revêt donc une importance cruciale pour reconnecter les générations plus jeunes avec les cosmovisions de leurs ancêtres. Ne pas maîtriser sa propre langue est également perçu comme une déconnexion d'avec ses racines, voire de son identité. Il explique, par exemple, que certains membres de la communauté ont des origines buglé mais, parce qu'ils ne parlent pas la langue, ils sont considérés comme des *campesinos*. Il craint qu'avec la perte progressive de la langue et l'érosion du sentiment d'identité et de fierté

¹ Congrès du district d'Urracá, Santiaguito, 13 août 2018.

autochtones qui en résulte, il soit plus facile pour les forces destructrices de la propriété foncière et de l'extraction des ressources de déplacer et de détruire les communautés existantes. Mauricio est motivé par l'urgence de réanimer et de rajeunir les langues ngäbé et buglé qui sont sur le déclin. La caméra et le vidéo-projecteur sont des outils essentiels pour ce projet.

Au-delà de l'enseignement de la langue, et dans ce même esprit de décolonisation, Mauricio et d'autres dirigeant·e·s communautaires, comme le président du Congrès Rogelio Urriola, voient dans la vidéo un outil important pour collecter et diffuser l'Histoire de leur peuple. Il·elle·s ont le sentiment que grâce au processus de collecte et d'apprentissage de leur Histoire, les participant·e·s au projet, ainsi que celles et ceux qui en récolteront les fruits, pourraient être galvanisé·e·s au sein même de la communauté et davantage connecté·e·s aux lieux où il·elle·s habitent. Un projet d'Histoire collaboratif est en cours dans la région, dans lequel certains membres de la communauté vont dans différents villages et collectent les récits de leurs aîné·e·s. L'équipement vidéo est déjà prévu pour compléter ce travail, afin de constituer une archive audiovisuelle de ces récits. Ce projet d'Histoire collaboratif et communautaire est conçu pour contrer – voire remplacer – l'Histoire officielle que des membres de la plus jeune génération apprennent encore à l'école aujourd'hui. Mauricio et Rogelio rejettent cette Histoire coloniale qui est enseignée de manière choquante aux étudiant·e·s du pays – une Histoire selon laquelle l'arrivée de Colomb au Panama fait partie de la « découverte » de l'Amérique, tandis que les premiers conquistadors auraient aidé à « unifier » les races européenne et autochtone. Rogelio, Mauricio et d'autres dirigeant·e·s du district d'Urracá souhaitent créer un cursus d'Histoire pour les étudiant·e·s de la région qui ne leur enseignerait pas seulement la laide réalité de l'arrivée des conquistadors espagnol·e·s – avec ses viols, son génocide et ses pillages –, mais qui y ajouterait également leur propre Histoire faite de résistances remarquables. Les habitant·e·s du district d'Urracá se vantent d'ailleurs d'un fait historique qui les rend uniques aux yeux des autres communautés autochtones des Amériques : Quibián est un chef autochtone qui a permis à son peuple de repousser Colomb et sa flotte en avril 1502. Cette expulsion hors des territoires ngäbé et buglé de la côte caribéenne du Panama est le seul et unique événement enregistré dans l'histoire des quatre voyages de Colomb au cours duquel il est mentionné qu'il a été expulsé de force par une population autochtone locale. L'embouchure de la rivière où s'est tenue la bataille finale – la rivière Belén – a encore aujourd'hui la même apparence qu'il y a cinq siècles, lorsque deux des quatre navires de Colomb ont été incendiés par les ancêtres des habitant·e·s actuel·le·s de la région, tandis que les deux autres navires réussissaient à s'échapper en Jamaïque – avec Colomb à bord. Les dirigeant·e·s actuel·le·s d'Urracá rêvent de réaliser une vidéo qui raconte cette

histoire – à la fois sous forme de documentaire et de reconstitution dramatique –, qui serve d'outil pédagogique conçu par la communauté et qui pourra ensuite être utilisé pour contrer le récit officiel de cette période tel qu'il est actuellement enseigné dans les écoles.

Beaucoup de ces usages vidéo impliquent des travaux qui restent à réaliser. L'une des principales raisons pour lesquelles ils ne se sont pas encore matérialisés est que les membres de ces communautés ont été simplement trop occupés à utiliser la technologie au service de ce qu'ils considèrent comme un projet plus important et plus urgent : dire au monde entier qu'ils existent, que la terre sur laquelle ils vivent leur appartient de manière légitime et qu'ils ont l'intention de défendre leurs vies et leur culture contre l'assaut des forces envahissantes auxquelles ils sont confrontés. En effet, un facteur que beaucoup dans la région concevaient comme un atout important pour repousser les menaces qui pesaient sur leur territoire – leur isolement et la difficulté d'accéder à la zone – est maintenant perçu par certain·e·s comme un handicap. Une carte des territoires autochtones du Panama incluse dans un récent rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PDNU) référence le district d'Urracá comme un simple espace vide. À la différence des autres *comarcas* autochtones de la région, qui sont clairement indiquées sur la carte, l'espace vide du district d'Urracá suggère faussement que la zone est dépourvue d'habitant·e·s ayant des revendications territoriales ancestrales aussi légitimes que celles trouvées dans les *comarcas* voisines. De nombreuses personnes de la zone pensent à présent que le point le plus urgent en vue de l'établissement de leur propre *comarca* est de se mettre elles-mêmes « sur la carte ». Ce préalable n'est pas considéré comme un problème strictement cartographique mais plutôt comme un changement nécessaire des consciences au sens large, venant démentir le mythe qui voudrait que la région soit inhabitée, ou habitée uniquement par ceux et celles qui n'ont aucune prétention territoriale légitime et ancestrale – les personnes qui ont récemment migré, tout comme les envahisseur·se·s. Les vidéos récentes produites par des membres de la communauté – dans lesquelles des résident·e·s expriment leurs désirs et leurs aspirations, leurs inquiétudes et leurs sentiments face aux menaces auxquelles il·elle·s sont confrontées – sont faites dans cet unique but¹. Ces vidéos ravivent et soutiennent des projets vidéo de plus grande ampleur que peuvent avoir les participant·e·s aux ateliers ou, comme le président du Congrès et vidéaste averti Rogelio Urriola a pu le dire : « notre rêve est, dans un futur proche, de réaliser un film sur Quibián, sur Urracá, sur

¹ Voir « Resistencia Indígena – Distrito Urracá, Norte de Santa Fé, Panamá » (2017), disponible sur : <https://youtu.be/X5zX9-KZ-QU> et « Frente a la Conquista: Pueblos Originarios, Norte de Santa Fé » (2018), disponible sur : <https://youtu.be/YVfUCqVGTjE>.

le Congrès, sur nous... peu importe – mais que ce soit un documentaire d'envergure et professionnel. Voilà ce à quoi nous aspirons. Pour annoncer au monde dans son ensemble qu'il existe un peuple ici »¹.

Aussi significatif qu'un tel documentaire puisse être, le processus d'apprentissage et de réalisation de vidéos est parfois aussi important que le produit fini. Le processus implique une fonction à trois niveaux pour les participant·e·s aux ateliers : au niveau le plus immédiat, il y a la formation technique pour apprendre à utiliser l'équipement ; au-delà de ça, au cours de leurs déplacements à travers leur région et lorsqu'il·elle·s interrogent leurs aîné·e·s et d'autres membres des communautés, les participant·e·s à l'atelier sont exposé·e·s à un apprentissage plus large à la fois vis-à-vis de la situation présente et de l'Histoire de leur peuple ; à un autre niveau encore, il est à espérer que les participant·e·s ressortiront avec une orientation politique forte qui les animera afin qu'il·elle·s se consacrent aux luttes pour renforcer et défendre les cultures, les moyens de subsistance et les territoires de leurs communautés face aux menaces imminentes. Le développement des compétences de premier niveau va également au-delà de la simple formation technique : apprendre à manipuler le matériel peut aussi aider les participant·e·s à enrichir la façon dont il·elle·s perçoivent leurs compétences individuelles ou collectives, tout comme dans le cadre de n'importe quel autre apprentissage. Comme Rosa Santander, coordinatrice du Congrès des femmes et participante à l'atelier de réalisation vidéo en 2015, l'a déclaré dans des observations destinées à encourager les gens à participer aux ateliers : « Apprendre la technologie n'a pas été difficile pour moi. Ce qui a été difficile, c'est de m'enlever de la tête l'idée que je ne pourrais pas y arriver »².

Encourager avec douceur les participant·e·s potentiel·le·s à apprendre et à adopter ces outils pour les utiliser de la manière qui leur semble la meilleure fait partie de mon travail. Un autre aspect est de faire attention à ne pas imposer ma propre vision de ce qu'il·elle·s devraient faire avec ce matériel. Si la transmission des compétences techniques requises peut souvent prendre la forme d'une dissémination unilatérale des connaissances, une fois que ces compétences de base ont été acquises je veille à ne pas imposer par inadvertance aux participant·e·s des structures extérieures de pensée qui pourraient gêner plutôt qu'aider le processus. Parmi ces obstacles potentiels, il faut citer par exemple les idées rigides concernant la présentation des sons et des images, ou la façon dont les récits devraient être assemblés. Quand vient le moment de planifier un projet vidéo, je propose mon aide pour organiser et développer les idées que les participant·e·s ont formulées ensemble ; à ce stade

¹ Congrès du district d'Urracá, Santiaguito, 12/08/2018.

² *Ibid.*

du processus, j'écoute plus souvent que je ne parle, jouant davantage le rôle de facilitateur pour les aider à réaliser leurs projets tels qu'il·elle·s les ont imaginés ensemble – sans pour autant passer sous silence l'idée qui, parmi toutes celles évoquées, fonctionnerait le mieux selon moi. Tout le travail repose sur ces considérations et sur un équilibre fragile à trouver.

Conclusion

En abordant la technologie vidéo comme un outil de résistance, de ré-imagination et de décolonisation, il est utile de prendre en compte le travail d'Escobar qui déconstruit les revendications dominantes de vérités avancées par les pays du Nord au sujet des pays du Sud – des revendications qui se font passer pour des appréciations « neutres », « apolitiques » et « scientifiquement objectives » par lesquelles le Sud est soumis à des forces de domination et d'exploitation dans le cadre d'un système mondial de répartitions de pouvoir, de richesses et de ressources extrêmement inéquitables. En ce qui concerne les discours de « développement » avancés par les pays du Nord depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il défend que

l'exclusion la plus importante, cependant, était et continue encore d'être dirigée vers celles qui devaient pourtant être initialement au cœur du développement : les populations elles-mêmes. Le développement était – et continue d'être en grande partie – une approche verticale dirigiste, ethnocentrique et technocratique qui considère les populations et les cultures comme des concepts abstraits, des chiffres statistiques qu'il faut faire bouger vers le haut ou vers le bas sur les graphiques du « progrès ». Le développement n'a pas été conçu comme un processus culturel (la culture étant une variable résiduelle, qui devait disparaître avec l'avancée de la modernisation), mais plutôt comme un système d'interventions techniques plus ou moins applicables de manière universelle et destinées à délivrer des biens à une population « cible » qui en aurait « cruellement besoin ». Il n'est pas surprenant que le développement soit devenu une force aussi destructrice pour les cultures du Tiers-monde, alors que, de manière assez ironique, il prétendait servir les intérêts de ces mêmes populations¹.

Les dirigeant·e·s du district d'Urracá ont adopté les ateliers de réalisation vidéo participatifs sur leur territoire comme une façon de contrer et de répondre aux discours dominants sur les richesses et le développement qui étayent et justifient les menaces auxquelles il·elle·s sont confronté·e·s. Leurs espoirs sont profonds quant aux impacts potentiels que la réalisation

vidéo pourrait avoir sur leur territoire. L'universitaire, écrivaine et artiste michi saagiig nishnaabeg Leanne Betasamosake Simpson affirme que la décolonisation et la résurgence culturelle autochtone impliquent de remettre en question et de déconstruire les héritages toxiques, ainsi que de renouer avec les forces qui ont animé et nourri les communautés autochtones pendant des millénaires. Elle écrit :

Construire des résurgences diverses, fondées sur les nations et leurs cultures, signifie réinvestir de manière significative nos propres manières d'être : régénérer nos traditions politiques et intellectuelles ; articuler et vivre selon nos traditions juridiques ; apprendre notre langue ; mener des activités cérémonielles et spirituelles ; créer et avoir recours à nos traditions artistiques et de performance. Tous ces éléments exigent que nous – en tant qu'individus mais aussi de manière collective – identifions, interroignons et éviscérons la nature insidieuse de la conquête, de l'empire et de sa pensée dans chaque aspect de nos vies. Cela nous oblige à nous réapproprier les meilleures pratiques de nos cultures traditionnelles, de nos systèmes de savoirs et de modes de vie dans le contexte dynamique, fluide, compatissant et respectueux dans lequel elles ont vu le jour¹.

Les vidéographes émergent·e·s du district d'Urracá abordent en effet la technologie de réalisation vidéo comme un outil qui pourrait les aider, comme Simpson le propose, à « interroger et à éviscérer la nature insidieuse de la conquête, de l'empire et de sa pensée », ainsi qu'à « se réapproprier les meilleures pratiques de [leurs] cultures traditionnelles, [leurs] systèmes de savoirs et [leurs] modes de vie ». Le travail vidéo dans lequel il·elle·s sont actuellement impliqué·e·s suppose la création de nouveaux récits par lesquels il·elle·s souhaitent se présenter sur la scène mondiale. Comme Escobar l'a expliqué, « les récits (...) baignent toujours dans l'Histoire et ne sont jamais innocents. Que nous puissions déconstruire [les discours homogènes sur le] développement et peut-être même dire adieu au Tiers-monde dépendra de l'invention sociale de nouveaux récits, de nouvelles façons de penser et de faire »². Aujourd'hui, la tâche qui est à portée de main de nombreuses communautés autochtones et qui consiste à fabriquer « de nouveaux récits, de nouvelles façons de penser et de faire » doit également englober le processus continu de regard en arrière – se souvenir, réhabiliter, fortifier et célébrer les anciennes façons de penser et de faire. À cette fin, la vidéo participative peut être utilisée comme outil de résistance, de ré-imagination et de décolonisation autochtones, à la fois pour remettre en question les héritages coloniaux et pour

¹ ESCOBAR, E., *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 2012, p. 44.

¹ SIMPSON, L., *Dancing On Our Turtle's Back: Stories of Nishnaabeg Re-Creation, Resurgence, and a New Emergence*. Winnipeg: ARP, 2011, pp. 17-18.

² ESCOBAR, E., *op. cit.*, p. 20.

renforcer et revitaliser la vision culturelle qui peut assurer la viabilité de communautés saines pour les générations à venir.

Steven Schnoor est chercheur associé du Centre de recherche sur la conservation et le développement autochtones (CICADA) au sein du Département d'anthropologie de l'Université McGill. Il enseigne à temps partiel au Département des sciences de la communication de l'Université Concordia à Montréal.

Texte original traduit de l'anglais (Canada) par Véronique Hahn de Bykhovetz, Sophie Gergaud et Constance Vaganay.